



# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 3 février 2025

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## LE CHIFFRE A RETENIR

# 30,5 tonnes

Ce sont les [réserves d'or](#) détenues par la Banque du Ghana en décembre 2024 (+ 11t par rapport à décembre 2023).

## Nigéria :

La Banque centrale du Nigéria étend la vente hebdomadaire de 25 000 USD aux bureaux de change ; Les banques nigériennes lèvent 1 700 Md NGN dans le cadre de la recapitalisation de la CBN ; Le Nigeria bloquera les permis d'exportation de pétrole pour les producteurs ne remplissant pas les quotas des raffineries ; Plus de 955 M EUR approuvés pour des projets routiers; Lancement de la National Broadband Alliance for Nigeria (NBAN) pour accélérer le développement du haut débit.

## Ghana :

Le taux d'inflation du Ghana en légère baisse à 23,5% en janvier 2025 ; L'évènement annuel Dialogues sur le Prospérité en Afrique (APD) s'est tenu à Accra.

# Nigeria

## **La Banque centrale du Nigéria étend la vente hebdomadaire de 25 000 USD aux bureaux de change**

[La Banque centrale du Nigeria \(CBN\) a prolongé jusqu'au 30 mai 2025 la mesure permettant aux bureaux de change \(BDC\) d'acheter jusqu'à 25 000 USD par semaine sur le marché des changes nigérian \(NFEM\).](#) Initialement prévue du 19 décembre 2024 au 31 janvier 2025, cette initiative vise à répondre à la demande saisonnière de devises.

Les BDC sont autorisés à acquérir des devises auprès d'un seul revendeur agréé, à condition de financer intégralement leurs comptes avant d'accéder au marché, et doivent appliquer une marge maximale de 1 % lors de la revente aux clients finaux. Toutes les transactions doivent être rapportées au département du commerce et des changes de la CBN.

Le président de l'Association des bureaux de change du Nigeria (ABCON), Aminu Gwadabe, a salué cette décision, soulignant qu'elle renforce l'inclusion des BDC dans les opérations du marché des changes et contribue à la stabilité du naira. Par cette décision, la CBN réaffirme son engagement envers un marché des changes pleinement fonctionnel et continuera à fournir des liquidités si nécessaire pour gérer la volatilité des prix.

## **Les banques nigérianes lèvent 1 700 Md NGN dans le cadre de la recapitalisation de la CBN**

[Les banques nigérianes ont levé 1 700 Md NGN lors de la première phase de l'exercice de recapitalisation lancé par la Banque centrale du Nigéria \(CBN\).](#) Ce renforcement des fonds propres intervient alors que le secteur bancaire nigérian affiche un début d'année solide,

avec une hausse de 9,76 % de l'indice NGX Banking en janvier 2025, selon un rapport publié par la Nigerian Exchange Group.

Cette dynamique positive est soutenue par une confiance accrue des investisseurs dans le cadre du processus de recapitalisation, qui doit s'achever en mars 2026. Parmi les principales hausses de valorisation, **Wema Bank Plc** a enregistré une progression de 25,8 % de son action, passant de 9,10 à 11,45 NGN. **FCMB Group Plc** a suivi avec une augmentation de 17,55 %, atteignant 11,05 nairas contre 9,40 NGN auparavant, tandis que **Stanbic IBTC Holdings** a progressé de 11,71 %, atteignant 64,35 NGN par action. Des établissements majeurs tels que **Zenith Bank**, **UBA** et **GTB** ont également contribué à la performance du secteur.

Pour rappel, la CBN avait annoncé, le 28 mars 2024, un **programme de recapitalisation** imposant aux banques commerciales avec licence internationale de porter leur capital à 500 Md NGN, contre 200 Md pour les banques nationales et 50 Md pour les banques régionales et d'investissement.

## **Le Nigeria bloquera les permis d'exportation de pétrole pour les producteurs ne remplissant pas les quotas des raffineries**

La Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC) a averti les compagnies pétrolières nationales et internationales qu'[elles risquent de se voir refuser des licences d'exportation si elles ne fournissent pas de pétrole brut aux raffineries locales](#), conformément à la politique de l'Obligation d'Approvisionnement en Pétrole Brut Domestique (DCSO).

Dans une lettre datée du 2 février 2025, signée par le directeur exécutif de la NUPRC, Engr. Gbenga Komolafe, la commission a exprimé sa préoccupation face aux **tensions croissantes entre les raffineurs locaux et les producteurs de pétrole brut** concernant la mise en œuvre incohérente de cette politique. La NUPRC a souligné que détourner le pétrole destiné aux raffineries locales constitue une **violation de l'article 109 de la Petroleum Industry Act (PIA) de 2021**, qui vise à garantir la sécurité énergétique en assurant un approvisionnement stable en brut aux raffineries nationales. La commission a déclaré qu'elle n'acceptera plus de telles infractions et qu'elle appliquera strictement la politique DCSO, y compris en refusant les permis d'exportation pour les cargaisons de brut destinées au raffinage domestique **sans approbation préalable de la commission**.

Bien que régulièrement évoqué par la NUPRC ces dernières années, le sujet de la livraison domestique de pétrole brut est maintenant un **enjeu central suite à la mise en production récente de la raffinerie Dangote** (qui fonctionne maintenant à plus de 75% de sa capacité)

et à la remise en production partielle des raffineries de Warri et de Port Harcourt en décembre 2024. Cette annonce de la NUPRC pourrait donc être cette fois contraignante pour les groupes pétroliers qui jusqu'à présent préféraient pour la plupart exporter leurs cargaisons pour des raisons de prix d'achat et de devises. Des discussions sont en cours entre la NUPRC et les groupes pétroliers.

## **Plus de 955 M EUR approuvés pour des projets routiers**

Le Conseil exécutif fédéral (FEC) du Nigeria a [approuvé 1 485 Md NGN \(955 M EUR\) pour divers projets d'infrastructures routières](#) à travers le pays. Parmi ces projets, l'achèvement de deux routes d'accès au deuxième pont du fleuve Niger depuis les villes d'Onitsha (Etat d'Anambra) et Asaba (Etat du Delta) ont reçu un financement de 471 Md NGN (303 M EUR) et 148 Md NGN (95 M EUR). D'autres projets incluent la reconstruction de la Lagos-Ibadan Expressway, 195 Md NGN (125 M EUR), la route Abuja-Kano et la route Lokoja-Benin, 305 Md NGN (196 M EUR). Les projets comprennent de nouvelles constructions, la remise en état de tronçons détériorés et l'extension de routes. La plupart des projets privilégient les chaussées en béton pour des raisons de durabilité.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route du gouvernement pour **densifier le réseau routier national pour améliorer la connectivité** et ainsi stimuler l'économie nigériane. Bien qu'étant l'une des premières économies africaines, le Nigeria fait en effet partie des pays aux **réseaux routiers les moins denses du continent**. L'année dernière notamment, l'État central avait évalué à environ 35 Md USD le budget nécessaire pour achever 30 000 km de routes, considérées comme celles en chantier et inachevées.

À ces infrastructures devraient s'ajouter les **quatre projets structurants d'autoroutes du pays** : Lagos-Calabar (700km), Sokoto-Badagry (1068 km), Calabar-Abuja (482 km) et Akwanga-Jos-Bauchi-Gombe (439 km).

## **Lancement de la National Broadband Alliance for Nigeria (NBAN) pour accélérer le développement du haut débit**

[Le Ministère fédéral des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique a lancé la National Broadband Alliance for Nigeria \(NBAN\)](#). Cette initiative vise à **renforcer l'adoption du haut débit** en fédérant les acteurs publics et privés, les organisations à but non lucratif et la société civile. L'objectif est de **faire du haut débit un levier de développement socio-économique** en consolidant la

demande dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, et les marchés.

L'événement a réuni plusieurs personnalités du secteur, notamment Dr. Vincent Olatunji, Commissaire national et CEO de la Nigeria Data Protection Commission (NDPC), Prof. Ibrahim Adeyanju, Directeur général de Galaxy Backbone Limited, Jane Egerton-Idehen, Directrice générale de Nigerian Communications Satellite Limited (NIGCOMSAT), et Tola Odeyemi, Directrice générale de la Nigerian Postal Service (NIPOST).

Bien que le Nigeria vise une **pénétration du haut débit de 70 % d'ici 2025**, des vitesses minimales de 25 Mbps en zone urbaine et 10 Mbps en zone rurale, une **couverture de 80 % de la population** et une **augmentation des investissements de 300 à 500 % d'ici 2027**, une part importante des infrastructures existantes demeure sous-exploitée. Cela s'explique par plusieurs freins : accès limité aux équipements, manque de sensibilisation, faible niveau de littératie numérique, lourdeurs réglementaires et défis liés à l'alimentation électrique.

## Ghana

### **Le taux d'inflation du Ghana en légère baisse à 23,5% en janvier 2025**

[Le taux d'inflation du Ghana s'établit à 23,5% en janvier 2025 en glissement annuel, contre 23,8% en décembre 2024, et à 1,7% en glissement mensuel, après 1,8% en décembre 2024. Cette baisse intervient après quatre mois consécutifs de hausse du taux d'inflation.](#)

Malgré ce ralentissement global, **l'inflation alimentaire persiste**, passant de 27,8% en décembre à 28,3% en janvier 2025, avec des taux à 43,6% et 46% pour les sous catégories Fruits/Noix et Légumes.

A l'inverse, **l'inflation non alimentaire poursuit sa baisse**, reculant de 20,3% à 19,2% sur la même période.

**Au niveau régional, les disparités subsistent** et le taux d'inflation en glissement annuel varie de 17,1% dans la région de la Volta à 34,3% dans la région du Haut-Ouest. Huit régions enregistrent un taux d'inflation supérieur à la moyenne nationale de 23,5%, la plupart situées dans le Nord du pays, où la hausse des prix est plus marquée et persiste.

Enfin, les catégories les plus touchées par l'augmentation du niveau des prix sont les alcools et le tabac (27,2%), le Logement, eau,

électricité, gaz et autres combustibles (24,6%) ainsi que l'habillement (19,8%).

L'Institut des Affaires Economiques prévoit entre 15 et 17% d'inflation en 2025. L'objectif de la Banque du Ghana est de ramener l'inflation sous les 10% au T2 2026.

## **L'évènement annuel Dialogues sur le Prospérité en Afrique (APD) s'est tenu à Accra**

[L'évènement panafricain de trois jours, organisé par l'African Prosperity Network et le Secrétariat de la Zone de Libre échange du continent africain \(ZLECAf\), a réuni plus de 3000 délégués et chefs d'Etats de 46 pays.](#) Sous le thème « *Réaliser le marché unique de l'Afrique grâce aux infrastructures : Investir, Connecter, Intégrer* », il visait à coordonner les politiques régionales vers l'établissement d'infrastructures adaptées à la libre circulation des marchandises.

Les points clés abordés furent la **modernisation des infrastructures** (particulièrement numériques et de transport), **l'accès à une énergie abordable et durable**, **l'innovation numérique** et **l'interopérabilité des systèmes mobiles** à l'échelle du continent, où la présidente du Conseil consultatif de l'African Prosperity Network a encouragé l'adoption du système de paiement mobile du Ghana comme modèle.

Le secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, a annoncé le lancement en 2025 du « Programme de garantie de transit de la ZLECAf », qui vise à faciliter la circulation des marchandises transportées sur le corridor Abidjan-Lagos – et au-delà – sous une seule garantie de transit.

L'évènement s'est conclu par l'allumage de la « Torche du commerce africain » par les présidents Mahama (Ghana), Faure-Gnassingbé (Togo) et Assoumani (Comores) ainsi que des chefs d'entreprise pour symboliser l'engagement du secteur privé dans l'opérationnalisation de la ZLECAf.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)